



REPORTAGE

MABARUMA (GUYANA) -
envoyé spécial

Christophe Sureau tient difficilement en place, et cela lui joue parfois de mauvais tours. Une pagaie à la main, l'homme d'affaires, paré d'une casquette et de lunettes de soleil, pousse une pirogue au fond de l'Amazonie quand, soudain, la frêle embarcation en bois chavire. La baignade étant déconseillée dans la région – des piranhas et des petits alligators barbotent dans ses eaux –, il remonte rapidement à bord. L'entrepreneur français, patron de l'entreprise Amazon Caribbean Guyana Limited, aime l'aventure. Tous les deux mois, il quitte sa maison de Brunoy, (Essonne), prend un premier avion à Roissy-Charles-de-Gaulle, un deuxième au Panama, un troisième à Georgetown, la capitale du Guyana, et une pirogue motorisée à Mabaruma, en pleine forêt amazonienne, pour se rendre à Red Hill Camp. Là où il possède une usine constituée de planches en bois mangées par l'humidité, au milieu d'une épaisse végétation, au bord d'une rivière. La seule à des dizaines de kilomètres à la ronde.

Une bonne partie des cœurs de palmier sauvage vendus en France proviennent d'ici. Ou, plus exactement, des 500 familles d'Amérindiens chargés de les récupérer dans l'épaisse forêt amazonienne. Armés de machettes, ils pataugent en bottes de caoutchouc dans de vastes marécages, sous une chaleur humide, en prenant garde à éviter les nombreux scorpions, serpents et araignées à la piqûre facile.

Ces cueilleurs ne cueillent pas : ils coupent, souvent en hauteur, des arbres d'où ils font tomber d'épaisses tiges de couleur ivoire. À la nuit tombée, ils déposent leur butin sur des petits pontons en bois, au pied de leurs cabanes bordant la rivière. Les bateaux de la conserverie récupèrent la récolte contre 25 à 50 dollars guyaniens la tige (de 10 à 20 centimes d'euro) et, parfois, du riz ou du sucre. Les produits de première nécessité et les denrées alimentaires de base étant chères ou difficiles à trouver, la conserverie s'en sert comme monnaie d'échange. Elle propose également des cigarettes, du dentifrice, des draps, des boîtes de thon ou de sardines – les réfrigérateurs sont rares dans les environs.

A peine de quoi vivre décemment, notamment au vu des dangers encourus. Un ancien cueilleur, regard sombre et maillot vert fluorescent, a frôlé la mort durant une récolte de cœurs de palmier, à cause d'une piqûre de scorpion. Après une brève convalescence, il est retourné vivre chez ses parents, qui cultivent un petit lopin de terre, élèvent des poulets et vendent quelques produits de première nécessité aux pirogues qui passent devant leur maison. L'ancien cueilleur ne veut plus entendre parler des cœurs de palmier, expliquant que, pour en trouver dans la concession de près de 40 000 hectares, « il faut aller de plus en plus loin, ce qui prend plus de temps, rapporte moins d'argent, et devient de plus en plus risqué ».



Une famille amérindienne, ayant émigré du Venezuela, qui collecte des cœurs de palmier, à Mabaruma, le 3 février. ADRIANA LOUREIRO FERNANDEZ POUR « LE MONDE »

PLEIN CADRE

L'or noir, chance et malheur pour les Amérindiens

LE GUYANA, NOUVEAU GÉANT PÉTROLIER 313 En dépit de la récolte des cœurs de palmier et des aides versées grâce à la manne pétrolière, les autochtones qui vivent au Guyana souffrent de la pauvreté et voient leur mode de vie traditionnel menacé

« C'est de l'exploitation, s'insurge Sharon Atkinson, de l'Amérindian Peoples Association, une association de défense des intérêts des Amérindiens. Les cueilleurs sont dépendants des acheteurs et risquent leur vie. Toutes les autres occasions sont bonnes à prendre. »

Pour les Amérindiens de Red Hill Camp, la pauvreté tient à l'isolement et à l'absence de possibilités. Aucun élève ne poursuit ses études au lycée de Mabaruma, la ville la plus proche, à deux heures de pirogue motorisée. « Les parents se sentent vulnérables et ne veulent pas laisser leurs enfants seuls là-bas », témoigne l'institutrice. Le trajet coûte d'ailleurs une fortune – environ 10 % d'un salaire d'instituteur. Pour y trouver quoi ? Il n'y a là-bas qu'un petit aérodrome avec une piste de latérite, une roche rouge, quelques échoppes et un port fluvial où sont débarqués des engins de chantier, des bidons d'essence et de la nourriture :

LEVIER DE DÉVELOPPEMENT

Selon les derniers chiffres du Fonds des Nations unies pour l'enfance sur le sujet, datant de 2017, 44 % de la population qui vit dans les terres, amérindienne pour la grande majorité, n'a pas accès à l'électricité. « La pauvreté est concentrée dans les zones rurales de l'intérieur du pays, avec des taux particulièrement élevés parmi les communautés indigènes », s'inquiétait la Banque mondiale, dans un rapport publié en 2020. Éclatée entre neuf tribus éloignées les unes des autres, la communauté amérindienne, qui représente 10,5 % de la population, est loin d'être homogène. Elle a échoué à se rassembler dans un seul parti

pour défendre ses intérêts. Mais le vote de ses membres est crucial pour départager les deux grands partis à chaque élection.

Longtemps, la récolte des cœurs de palmier a été, pour eux, l'une des rares solutions de remplacement à l'économie vivrière. L'affaire de Christophe Sureau, qui rapporte plusieurs millions d'euros de chiffre d'affaires par an, s'est néanmoins grippée quelque peu depuis que l'exploitation de l'énorme gisement pétrolier, découvert en 2015, a démarré, en 2019, au large des côtes – la conserverie envoie une quarantaine de conteneurs chaque année vers la France, contre une centaine dans les années 1990.

Pour le pays, il s'agit là d'une petite révolution, dont l'enjeu est crucial. L'énorme manne financière générée par l'or noir peut en effet, si elle est bien utilisée, être un levier de développement pour la population, y compris celle, isolée et démunie, de Red Hill Camp, qui pourrait gagner en autonomie. L'Etat leur distribue désormais des aides financières pour les sortir de la pauvreté, grâce aux revenus tirés des hydrocarbures. Dans l'école flambant neuve du village Red Hill Camp, il a recruté

Eclatée entre neuf tribus, la communauté amérindienne représente 10,5% de la population

des professeurs et acheté des écrans plats, accrochés aux murs des classes. Mais cela ne suffit guère à élever le niveau d'éducation – le lycée reste inaccessible. Surtout, le pétrole est aussi une menace potentielle pour les habitants. « La plupart des Amérindiens dans cette région vivent de la pêche et il nous faut quitter dès maintenant cette activité pour ne pas tout perdre en cas de marée noire », résume Sharon Atkinson.

FORÊT CONVOITÉE

Au moins accident sur l'une des plates-formes pétrolières situées à environ 200 kilomètres des côtes, la pollution pourrait atteindre l'intérieur de l'Essequibo, un fleuve relié à la mer par un enchevêtrement de rivières – ce territoire abrite une population en majorité amérindienne ainsi qu'un écosystème constitué de mangroves aussi riche que fragile. Les garanties offertes par la compagnie pétrolière américaine ExxonMobil, qui exploite les gisements offshore, n'ont pas dissipé les inquiétudes. Les habitants gardent à l'esprit l'explosion, en 2010, du gisement du puits de pétrole Macondo, au large du golfe du Mexique, qui avait tué onze personnes et provoqué la plus grave marée noire de l'histoire des États-Unis.

Les Amérindiens sont aussi en première ligne dans le conflit qui oppose le Venezuela au Guyana au sujet de l'Essequibo, riche en pétrole. Celui-ci est revendiqué par Caracas, qui a organisé, le 3 décembre 2023, un référendum sur son annexion – elle a été approuvée par 95 % des Vénézuéliens –, avant de déployer avions de

chasse et frégates militaires près de la frontière.

La forêt, qui recouvre 85 % du territoire, est au cœur des convoitises. Bien utilisées, les ressources qu'elle produit pourraient, là encore, soutenir le développement des communautés locales. Le gouvernement a ainsi vendu 750 millions de dollars (693 millions d'euros) de crédits carbone à la compagnie pétrolière américaine Hess Corporation, dont 15 % du montant leur sont redistribués. « C'est à chaque conseil de village de choisir les projets de développement les mieux appropriés », détaille Ashni Singh, le ministre de l'économie du pays. Nous avons lancé un vaste plan de cadastre pour délimiter les parcelles et en garantir la propriété, puis nous leur mettrons à disposition ce dont ils ont besoin, que ce soit des équipements agricoles ou des conseils en matière d'agronomie. »

Le programme du gouvernement prévoit des investissements dans l'industrie agroalimentaire, où la valeur ajoutée est plus importante. Des projets qui laissent toutefois perplexes Sharon Atkinson : « Nous avons les terres, mais pas l'argent pour investir, et pas la connaissance de nos droits pour les défendre. Or, certaines de nos terres ont déjà été spoliées par des hommes d'affaires qui bénéficient de bonnes connexions politiques. » Ces aides divisent parfois les conseils de village, dont certains chefs sont accusés de détournement. A Red Hill Camp, elles ont convaincu des villageois de se lancer, par exemple, dans la culture de l'ananas, plus lucratif que le manioc. Sans grand succès. « C'est de l'assistanat », s'emporte Christo-

phie Sureau, qui voit dans ces aides une incitation à ne pas travailler pour la conserverie, à son profit.

Pour échapper à l'isolement, certains migrent vers les grandes villes comme Georgetown. L'intégration y est difficile. La population, multiethnique, est composée à 30 % de descendants d'esclaves africains arrivés durant la colonisation britannique et à 40 % d'engagés indiens venus travailler dans les plantations de canne à sucre après l'abolition de l'esclavage, en 1833 – mais soumis à une existence de servitude. Or, dans ce pays, seule nation anglophone d'Amérique du Sud, les Amérindiens sont victimes de discrimination, en dépit de l'existence d'un ministère des affaires amérindiennes, œuvrant pour améliorer la situation. « Dans Georgetown, on nous traite de "buck" [« bou-seux »] et, quand on parle notre dialecte dans la rue, on se fait insulter parce que les gens croient que l'on parle espagnol et que nous sommes des migrants vénézuéliens », témoigne Sharon Atkinson.

Quitter le village pour la ville est un choix d'autant plus douloureux qu'il se fait au prix d'une dilution du mode de vie traditionnel. « On peut perdre notre culture et disparaître comme un morceau de sucre dans l'eau », dit John, un agriculteur de Red Hill Camp. « Bien sûr que personne n'est capable de dire non à plus d'argent, à une maison, renchérit Sharon Atkinson. Les Amérindiens ne savent pas encore ce qu'ils perdent, leur style de vie, leur savoir-faire, leur culture. »

JULIEN BOUISSOU

FIN